

Niger/Au sommet de l'UA à Niamey

Lancement "historique" de la zone de libre-échange africaine

AFP
Niamey/Niger

"Un pas vers la paix et la prospérité", s'est réjoui l'hôte de la rencontre, Mahamadou Issoufou, devant une trentaine de ses pairs.

LES pays de l'Union africaine (UA) devaient lancer symboliquement hier en fin de journée à Niamey la Zone de libre-échange continentale africaine (Zlec), qui doit constituer un pas vers la "paix et la prospérité en Afrique".

"L'entrée en vigueur de la Zlec est l'événement le plus important dans la vie de notre continent depuis la création de l'OUA (Organisation de l'unité africaine) en 1963 et sa transformation en Union africaine", a affirmé en ouverture du sommet l'hôte nigérien, le président Mahamadou Issoufou, un des plus ardens promoteurs de la zone.

Quelque 4 500 délégués et invités, dont 32 chefs d'Etat et plus de cent ministres étaient présents pour l'événement dans la capitale nigérienne, qui a fait peau neuve avec un aéroport flambant neuf, des routes élargies et de nouveaux hôtels et bâtiments. "Un vieux rêve se réalise. Les pères fondateurs doivent en être fiers", a lancé le pré-

Le président égyptien et président en exercice de l'UA Abdel Fattah al-Sissi à l'ouverture d'un sommet qui a signé le lancement de la Zlec.



Photo : AFP

sident de la commission de l'Union africaine Moussa Faki Mahamat, en soulignant que la Zlec devenait "le plus grand espace commercial au monde".

Le géant nigérien, réticent jusque-là, et son voisin le Bénin ont signé l'accord hier en ouverture du sommet, sous les applaudissements de leurs homologues. 54 des 55 pays africains vont constituer ce nouveau marché. Seule l'Erythrée n'a pas signé l'accord.

De plus, 27 pays ont déjà ratifié l'accord, a précisé Moussa Faki.

"Le chemin est encore long", a commenté le président égyptien Abdel Fattah al-Sissi. D'après négociations se poursuivent en coulisses sur la mise en œuvre pro-

gressive de la Zlec, qui doit réunir 1,2 milliard de personnes.

Les discussions achoppent notamment sur le calendrier des réductions de taxes douanières et "la vitesse à laquelle on les fait baisser" mais aussi sur les biens importés de l'étranger par des pays ayant des accords avec l'extérieur ou encore ne les transformant que de manière minime, a confié une source diplomatique.

Le marché devrait être actif à partir de 2020. "Il faut donner un calendrier pour que tout le monde puisse jouer son rôle dans la préparation du marché (unique), alors nous avons recommandé au sommet que la date soit le 1er juillet 2020", a expliqué le com-

missaire au Commerce et à l'Industrie de l'UA, Albert Muchanga.

Chiedu Osakwe, le négociateur en chef nigérien, souligne que la "libéralisation du commerce doit s'aligner sur des réformes structurelles" internes. "Aucun pays ne va tout libéraliser" d'un coup, souligne-t-il, précisant que le processus devrait s'étendre sur plusieurs années.

La Zlec doit favoriser le commerce au sein du continent et attirer des investisseurs. L'UA estime que sa mise en œuvre permettra d'augmenter de près de 60% d'ici à 2022 le commerce intra-africain, alors que les détracteurs du projet évoquent le manque de complémentarité des économies et craignent que

des importations bon marché ne portent préjudice aux petits producteurs agricoles et industriels. Parmi les autres dossiers au programme du sommet, figurent notamment la lutte contre le jihadisme, la situation au Soudan, suspendu de l'UA, ou encore le Fonds de la paix et l'émigration.

HAUTE SURVEILLANCE

Les pays de la force G5-Sahel (Mali, Niger, Burkina, Mauritanie, Tchad), qui peinent dans leur lutte contre les jihadistes en raison notamment du manque de ressources, chercheront l'appui des autres Etats africains dans leur quête d'un plus grand soutien de l'Onu.

Le président Issoufou a aussi appelé samedi à "la mise en place d'une coalition internationale de lutte contre le terrorisme au Sahel, à l'image de la coalition mise en place pour lutter contre Daech (groupe Etat islamique, NDLR) au Moyen-Orient".

Pour ce sommet, Niamey a été placée sous haute surveillance. "Nous avons un dispositif spécial de plusieurs milliers d'hommes", a assuré Mohamed Bazoum, le ministre de l'Intérieur d'un pays qui fait face à des attaques récurrentes de groupes jihadistes dans l'Ouest et au groupe islamiste Boko Haram dans le Sud-Est.

A travers le monde

• Etats-Unis-Iran/Nucléaire. Washington menace Téhéran



Photo : AFP/L'Union

Le chef de la diplomatie américaine, Mike Pompeo, a promis hier à l'Iran "plus d'isolement et de sanctions" après la confirmation par Téhéran que la République islamique allait commencer à enrichir de l'uranium à un niveau prohibé, malgré le désaccord de la communauté internationale (lire en page 21).

• Malte/Migrants. Accord de répartition au sein de l'UE

Malte a annoncé hier que ses forces armées allaient acheminer dans un port maltais les 65 migrants se trouvant à bord de l'Alan Kurdi, un navire d'une ONG allemande, précisant que les étrangers seront tous immédiatement répartis entre différents pays européens.

• Syrie/Conflit. Douze civils tués dans le nord-ouest

Des bombardements du régime syrien ont tué hier 12 civils dont trois enfants dans le nord-ouest de la Syrie en guerre, a rapporté l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH). Depuis fin avril, le régime syrien et son allié russe ont intensifié leurs frappes sur la province d'Idlib et ses environs. Les bombardements ont tué plus de 540 civils, selon l'OSDH, et poussé à la fuite quelque 330 000 personnes, d'après l'Onu.

Mali/Au terme de sa tournée dans le centre du pays

Le Premier ministre préconise des solutions contre les violences

AFP
Bamako/Mali

LE Premier ministre malien, Boubou Cissé, achevait hier une visite de cinq jours dans le centre du Mali, région qui concentre l'essentiel des déplacés au Mali, frappée aussi par les violences communautaires notamment contre lesquelles il préconise plus de "maillage sécuritaire" et un dialogue entre protagonistes locaux.

Depuis l'apparition en 2015 dans le centre du Mali du groupe jihadiste du prédicateur Amadou Koufa, recrutant prioritairement parmi les Peuls, traditionnellement éleveurs, les affrontements se multiplient entre cette communauté et les ethnies bambara et dogon, pratiquant essentiellement l'agriculture, qui ont créé leurs "groupes d'autodé-

fense".

"Le nombre de personnes déplacées internes fuyant ces violences a quasiment quadruplé dans les régions de Mopti et de Ségou entre mai 2018 et mai 2019, passant de 18 000 à 70 000", a indiqué le 1er juillet dans un communiqué le Bureau de coordination des affaires humanitaires (OCHA) des Nations unies. "La région de Mopti, à elle seule, enregistre un quart - soit plus de 924 000 personnes - des 3,8 millions de personnes touchées par un manque sévère de vivres ou à risque dans le pays durant la période de soudure de juin à août", selon l'OCHA.

Le chef du gouvernement malien s'est rendu hier à Hombori, où un chef de village a été récemment assassiné par de présumés jihadistes. A Douentza, ultime étape de sa tournée entamée le 3 juillet, M. Cissé a annoncé de nou-

velles garnisons dans la région.

"Nous allons faire un maillage sécuritaire plus important. Nos forces vont se déployer sur le terrain. Au total, ce sont 3 500 hommes qui vont monter. Sur les sept derniers jours, il y a déjà 1 500 militaires arrivés dans la région", avait déclaré le chef du gouvernement malien le 4 juillet. A Bandiagara, un fief des Dogons, il a réaffirmé samedi sa "ferme détermination" à apaiser les tensions communautaires.

"On est à un moment où chacun doit dépasser ses rancœurs et ses meurtrissures, et (pour) que dans un sursaut salvateur, nous puissions organiser un vaste front de résistance à toute ethnisation et politisation de la situation", a dit M. Cissé vendredi à Bankass.

Le Premier ministre a "facilité une rencontre des vrais acteurs de la crise. Il



Photo : AFP

Comme l'avait fait ici un de ses prédécesseurs, le Premier ministre Boubou Cissé vient de boucler une tournée dans le centre du pays où la violence est fréquente.

ya désormais de l'espoir", a déclaré hier à l'AFP, Bocar Sagara, député de Bandiagara.

Des chefs des communautés peules et dogons se sont rencontrés pour "continuer sur le chemin de la paix" et ont prévu de se rendre prochainement ensemble sur le terrain pour "faire baisser la tension",

selon des participants à ces rencontres.

M. Cissé avait lancé jeudi une opération de distribution gratuite de 8 000 tonnes de céréales aux populations "en insécurité alimentaire" de la région, après avoir souligné "le lien entre les violences sur le terrain et l'insécurité alimentaire".

L'Afrique en bref

• Algérie/Violences. Enquête après une vidéo montrant des manifestants matraqués

LA police algérienne a annoncé hier l'ouverture d'une enquête sur des violences présumées qui auraient eu lieu lors d'une manifestation vendredi, après la diffusion sur les réseaux sociaux d'une vidéo montrant des protestataires être matraqués par des forces de l'ordre.

• Côte d'Ivoire-Ghana/Diplomatie. Ouattara et Akufo-Addo à l'Elysée

Le président français Emmanuel Macron recevra demain son homologue ivoirien Alassane Ouattara et jeudi le Ghanéen Nana Akufo-Addo, avant un échange avec "des représentants des diasporas africaines", a annoncé hier l'Elysée. M. Akufo-Addo doit également participer ce mardi au forum économique France-Ghana au ministère français de l'Economie et des Finances.